

## Armée suisse : le grand bordel !

Viola Amherd, cheffe du Département fédéral de la défense, a démissionné. Quelques jours plus tard, c'est Thomas Süssli, chef de l'armée, et Christian Dussey, chef du Service de renseignement de la Confédération, qui annonçaient à leur tour leur départ. Coïncidence ou signe que les rats quittent le bateau avant qu'il ne coule ?

On peut légitimement se poser la question car l'armée suisse fait face depuis quelques années à des « affaires » toujours plus retentissantes. Il y a eu tout d'abord le scandale Crypto (vente par la Suisse d'appareils de chiffrement truqués, permettant à la CIA d'écouter des conversations et d'intercepter des documents d'autres États), puis les chars Léopard qui ont été bradés à 500 francs pièce, l'achat pour 296 millions d'un système radar qui prenait les vaches pour des ennemis, le trou d'un milliard dans les finances de l'armée et les drones israéliens acquis pour 250 millions de francs et qui sont inutilisables. À cela, il faut ajouter l'achat d'avions F-35 pour lequel le peuple suisse a voté un crédit de 6 milliards et qui coûteront probablement le double. L'affaire des Mirages, qui a entraîné la démission du conseiller fédéral Paul Chaudet, risque bien de se reproduire... en plus grand !

Et c'est dans cette situation bordélique que les autorités fédérales ont décidé d'augmenter considérablement le budget militaire. Pour assurer l'équilibre des comptes de la Confédération, ils ont taillé dans l'aide au développement, dans la

formation et dans le social. Les élus ont complètement oublié que la cohésion sociale de la Suisse repose davantage sur une répartition équitable des ressources du pays que sur la défense de nos frontières. Et d'ailleurs qui aurait l'idée de nous attaquer, nous qui avons des relations de bon voisinage avec l'Allemagne, l'Autriche, la France et l'Italie ? À moins qu'on ait peur du petit Liechtenstein !

En Suisse, le lobby en faveur de l'armée est tellement fort que le Conseil fédéral veut la renforcer au détriment du service civil. Celui-ci, introduit il y a quelques années, est remis en cause car il y a de plus en plus de personnes qui préfèrent servir la paix plutôt que le maniement des armes et les effectifs de l'armée, qui sont en baisse. On propose de durcir les conditions d'entrée, de limiter le nombre de civilistes et d'allonger sensiblement le temps de l'engagement. On fait tout pour décourager les citoyens de s'investir dans des activités au service de la population. Mais les convictions sont heureusement plus fortes que les obstacles et le nombre des civilistes n'est pas prêt à diminuer !

En tant que pacifiste, je dénonce l'esprit de ceux qui font croire à la population que la défense armée du pays (les chars russes sont à la frontière !) est plus importante que la défense civile et spirituelle. L'Essor a toujours prôné la désescalade des crédits militaires et, à terme, le désarmement.

Rémy Cosandey

## Qui connaît Wilhelm Joos ?

On connaît David de Pury, qui s'est enrichi par le travail d'esclaves en Amérique du Sud. On connaît Louis Agassiz, qui a affirmé que les nègres étaient des sous-hommes. Mais qui connaît Wilhelm Joos ?

Wilhelm Joos était schaffhousois. Né en 1821, il est médecin. Il étudie dans diverses villes d'Europe puis voyage en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest. Revenu dans sa ville natale, il s'engage en politique, tout d'abord dans son canton, puis dans la Berne fédérale.

On trouve dans les archives la trace de ses interventions. Il est le **premier Conseiller National** qui

a parlé de l'esclavage et a déposé une motion visant à l'interdire. Il s'est aussi préoccupé de la santé et des droits des enfants, et a lutté pour interdire le travail de ces petits. Il est décédé en 1900.

Il faut remarquer qu'on connaît davantage des personnes ou des événements graves, négatifs, alors qu'on ne met pas en exergue des personnalités positives comme Wilhelm Joos. Pas assez.

Mireille Grosjean

D'après la présentation de **Monsieur Céleste Ugochukwu**, licencié en droit de l'Université de Fribourg et directeur du Conseil de la diaspora africaine de Suisse, lors d'un débat au Musée d'Ethnographie de Neuchâtel le 22 mars 2025.